



Sommaire

Page 2 - Macron, le logement social est son ennemi !

Page 3 - Facture d'eau, ça suffit! Stop à la mauvaise gestion de la métropole !

Page 3 - Suppression de la taxe d'habitation : « Augmentation du pouvoir d'achat » disent-ils !!!

Page 4 - Hausse de la CSG : double mauvais coup ! Danger sur l'assurance chômage !

Page 4 - Conjuguer la bataille pour de vrais emplois pour les travailleurs déclassés en « contrats aidés » avec la bataille contre les ordonnances Macron !

Page 5 - Retrait des Ordonnances Macron ! Amplifions les luttes !

Page 5 - General Electric / Alstom doit être nationalisé !

Page 6 - Liberté pour Salah Hamouri, Marwan Barghouti et tous les prisonniers politiques palestiniens !

Page 7 - La Révolution d'Octobre et sa postérité célébrée !

Invitation au meeting et banquet populaire sur le thème de « La Révolution d'Octobre 1917 : sa portée, son actualité ! », le dimanche 4 février 2018 à l'Heure Bleue.

 **PCF-SMH.FR**

 **PCF Saint-Martin-d'Hères**

 **pcf.smh@wanadoo.fr**

Organisons-nous pour la satisfaction de tous nos besoins : Garantie dans le travail, logement, Sécurité Sociale etc. La révolution d'octobre a 100 ans, elle est toujours actuelle.

La politique a de quoi dégoûter les travailleurs, les employés, les fonctionnaires. En effet, comment ne pas voir que d'illusions déçues du Mitterrandisme à nos jours, de gouvernements de droite, de gôôche/écologistes et maintenant le Macronisme. Chaque nouvelle mesure aggrave la situation des salariés et sert le patronat et le capital. Quelques exemples non exhaustifs :

- Casse du code du travail avec la fin de presque toutes les garanties pour les travailleurs, livrés seuls face à leur patron tout puissant.
- Baisse de salaires, augmentation du temps de travail, refus de congés : « si tu n'es pas content, t'es viré ! », etc ;
- Casse de la sécurité sociale qui va nous livrer aux appétits des grands groupes d'assurance, tu as des « sous » tu es soigné, tu n'en as pas, tant pis... :
- L'attaque de Macron sur les logements sociaux, pas assez de logement (près de 4 000 demandes sur SMH), des loyers trop élevés, l'entretien qui n'est pas fait correctement, la baisse des APL (signez notre pétition) ;
- L'Union Européenne de « la libre concurrence non faussée », au service des intérêts des riches, imposée aux salariés français mais aussi à tous les travailleurs européens.

Face à ce rejet de masse de la politique, les partis politiques sont en phase de recomposition, de nouvelles formations politiques conduites par des politiciens d'hier et d'aujourd'hui nous promettent la lune en 2022 (prochaine présidentielle). Tout changer pour que rien de change. Ce ne sont pas de pompeuses promesses dont nous avons besoin.

Face à la rigueur et l'exploitation qui nous subissons, c'est immédiatement que nous devons peser sur la politique en organisant la riposte par les luttes.

D'autant que **de l'argent il y en a dans les poches du patronat !**

Des milliards d'euros partent du budget de l'État (nos impôts, la TVA que nous payons à chaque achat, ...) vers les poches des plus riches, (qui bénéficient d'inadmissibles cadeaux fiscaux, comme la suppression de l'ISF), le CICE (Crédit Impôt Compétitivité Emploi) 80 milliards d'euros, et toujours plus d'exonération de cotisations sociales, plus de 210 milliards.

Alors, aujourd'hui, comme hier, nous communistes appelons à l'unité de tous les travailleurs, employés, fonctionnaires pour défendre, immédiatement leurs intérêts propres. Fermons nos oreilles aux discours qui nous divisent, volontairement, pour nous affaiblir face à cette politique :

- ◆ Non, nos voisins ne sont pas mieux lotis que nous ;
- ◆ Non, les privés d'emplois ne bullent pas ;
- ◆ Non, les jeunes ne sont pas des individualistes et les retraités des privilégiés ;
- ◆ Non, les fonctionnaires ne sont pas des privilégiés ;
- ◆ Non, les étrangers ne sont pas nos ennemis.

Le système capitaliste que nous subissons sert tous les possédants pour qu'ils soient toujours plus riches. Naturellement, parmi les patrons, il y en a des petits qui se font manger par les plus gros.

Il y a 100 ans en octobre 1917 en Russie, les paysans, les ouvriers, les soldats qui mourraient dans la guerre des riches (1914-1918) autour du grand Lenine ont pris le pouvoir aux possédants et ont fait la révolution. Une révolution qui a donné le pouvoir exclusif aux ouvriers et paysans !

Aujourd'hui, le système capitaliste broie les hommes qui vivent de leur travail, détruit impunément la planète en la polluant pour leurs profits.

Nous, communistes disons, parlons simplement du socialisme ensemble. Donnons-nous une chance comme en 1917 d'avoir le pouvoir entre nos seules mains. Mais, en attendant ces lendemains qui chantent, rejoignez-nous et organisons les luttes dès aujourd'hui pour défendre nos intérêts de classe et leur arracher, par la lutte, des avancées.

Venez au meeting à l'Heure Bleue, le dimanche 4 février 2018 à partir de 10H, nous ferons ensemble le lien avec la Révolution d'octobre des ouvriers et paysans russes et notre actualité.

Construisons ensemble l'espoir !

MACRON, LE LOGEMENT SOCIAL EST SON ENNEMI !

Budget en baisse de 20 % d'ici 2019, via une baisse massive des APL (jusqu'à 60€ par mois !) Non au coup de force !

SIGNEZ LA PETITION !

Pétition ci-jointe

Chacun sait que le logement constitue un besoin indispensable. Les profiteurs et les spéculateurs organisent la pénurie pour faire monter les loyers (et les remboursements) qui constituent une dépense contrainte pour les ménages. Le taux d'effort des ménages n'a cessé d'augmenter, ces dernières décennies, pour atteindre presque 25% de leurs revenus en Isère. Et c'est une moyenne: pour beaucoup, dont nombre de salariés, c'est bien plus.

Le logement social est le principal acquis populaire pour s'opposer à cette logique du profit, non seulement pour ceux qui y résident, mais aussi pour tous en limitant la flambée du marché privé. De façon larvée et hypocrite, les gouvernements successifs se sont appliqués à limiter le parc social, à saper les financements des organismes HLM, à restreindre la vocation du parc social en écartant les salariés aux revenus moyens.

A peine arrivé, Macron tente un véritable coup de force, une guerre éclair contre les HLM et les locataires. On découvre, depuis quelques semaines, qu'il prévoit d'amputer le budget du logement de 20% en deux ans.

Cela représente 3,3 milliards d'euros par an. C'est l'équivalent de ce que les super-riches vont gagner l'an prochain avec la suppression de l'ISF ou de ce que vont empocher les marchands d'armes avec l'augmentation du budget de la guerre. Macron, son amie, c'est la finance, son ennemi, c'est le logement social !

Le secteur HLM est le premier frappé avec, 1,7 milliard d'euros, soit, 22% de coupes de financements, dès 2018 !

La méthode Macron est particulièrement vicieuse. Il s'attaque aux aides personnalisées au logement (APL) touchées par les foyers les plus modestes, dans le secteur conventionné (+ par les étudiants).

Dans un premier temps, en août, il a annoncé leur baisse de 5 euros par mois, dès ce mois d'octobre : une ponction totalement injuste de 60 euros par an.

Communistes, nous appelons à :

Faire connaître, dans l'urgence, le scandale, en commençant autour de nous, dans nos immeubles.

Exiger le rétablissement des 5 euros pris sur l'APL des locataires du parc social et des étudiants depuis ce mois d'octobre.

Exiger, immédiatement, notamment auprès de nos députés, l'abandon du projet de baisse des APL de 60 euros sur les locataires en HLM et d'amputation des ressources du logement social, c'est-à-dire la remise en cause intégral du projet de budget du logement.

La baisse et le gel de tous les loyers pour plusieurs années et le plafonnement des loyers du secteur privé.

Une politique de construction massive de logements sociaux, à Paris sur 100% des terrains publics dégagés (hors équipements).

Un financement de la construction et de l'entretien de logements sociaux par un retour progressif à l'aide publique « à la pierre », par l'affectation accrue de l'épargne du livret A sur des emprunts longs et à très bas taux, par une réorientation de la cotisation logement des employeurs (ex 1%) vers le logement social. Les cadeaux fiscaux dont profitent les gros propriétaires doivent cesser.

Un respect, par un renforcement de l'offre, de la vocation des HLM à loger une majorité, aussi, des ménages de salariés et de retraités.

Dans un 2ème temps, dans le projet de budget pour 2018, il prévoit leur amputation de 50 à 60 euros par mois (720 euros par an !) pour les ménages résidant dans le parc social. L'argument avancé qu'il faut baisser les aides au logement parce qu'elles font monter les prix des loyers est complètement fallacieux. Dans le secteur HLM, les loyers sont encadrés. Et le secteur privé n'est pas concerné par la mesure et le gouvernement y exclut toute forme de plafonnement, pourtant nécessaire.

Deuxième étape de la fourberie : le gouvernement entend faire payer la baisse des APL via une baisse des loyers (fictive pour les locataires), aux organismes HLM, en prélevant sur leurs moyens pour entretenir et construire, pour investir.

Le gouvernement prétend que l'opération serait neutre, indolore pour les locataires. C'est faux !

Évidemment, à terme, les loyers vont remonter.

Dès à présent, le gouvernement incite à augmenter les « surloyers » aux dépens des ménages à revenus moyens, avec le risque de réduire encore la diversité sociale des ensembles HLM. Privés de ressources, les bailleurs sociaux vont réduire leurs dépenses d'encadrement, d'entretien, retarder les réhabilitations etc. aux dépens de tous les locataires.

Cette politique est grave pour toute la situation du logement.

Le gouvernement prive les organismes HLM des moyens de construire, les pousse à s'autofinancer en vendant une partie de leur parc, c'est-à-dire en renvoyant vers le secteur spéculatif ce que l'argent du logement social a financé.

Ce coup de force contre les locataires, contre le logement social, contre le droit au logement est scandaleux. Locataires du secteur HLM, demandeurs de logement, locataires ou accédants subissant la spéculation, nous avons tous intérêt à le mettre en échec.

Les Brèves

FACTURE D'EAU, ÇA SUFFIT !! Stop à la mauvaise gestion de la métropole !

Une nouvelle fois, les Martinérois ont reçu leurs factures d'eau allant jusqu'à 1 an de consommation. Une facture qui pèse lourd sur les foyers, sur le budget des vacances et de rentrée. Avec pour la plupart de la population, l'obligation de payer avant fin juillet. Communistes, nous dénonçons la mauvaise gestion de l'eau, faite par la Métropole.

Une augmentation de 5 % des prix du m³ depuis 3 ans, des frais qui nous sont rajoutés (frais d'accès au service public de l'eau, environ 45€), augmentation de la location des compteurs d'eau qui est passée de 1,34€, prix unitaire en 2014, à 8,075€ en 2017, soit une augmentation de 500 % !!

Nous, communistes, avons dénoncé, à l'époque, le transfert de compétences des municipalités à la métropole.

Nous avons raison, voilà ce que nous écrivions : « **La métropole met en œuvre une casse des services publics de proximité sans précédent. Le transfert de compétences des communes vers les métropoles devrait voir une centralisation des services qui aura de lourdes conséquences sur la qualité du service rendu aux usagers, les conditions de travail des agents territoriaux ; Nous demandons que notre service de distribution de l'eau en régie directe à Saint-Martin-d'Hères soit maintenu. Nous refusons les augmentations de factures qui ne manqueront pas d'en découler, aujourd'hui ou plus tard. Nous refusons que soit dégradé ce service si précieux pour chacun.** »

Une fois de plus, la population paie le prix fort. L'augmentation du prix de l'électricité, du gaz et de l'eau est insoutenable. Certains foyers ne peuvent pas subvenir à leurs besoins !

Plus que jamais, les usagers doivent se mobiliser pour un meilleur accès à l'eau, un besoin vital !

C'est pourquoi, Communistes, nous réclamons :

- **Le retour en régie municipale, pour la satisfaction de ce besoin élémentaire ; pour un accès au service public de l'eau de meilleure qualité**
- **Une baisse générale des prix du m³ d'eau**
- **La suppression des frais d'accès au service public de l'eau qui servent notamment à financer la société de recouvrement**
- **Une tranche supplémentaire de 100 à 240m³ pour une consommation plus progressive**

SUPPRESSION DE LA TAXE D'HABITATION : « Augmentation du pouvoir d'achat » disent-ils !!!

Les communistes dénoncent le piège de la suppression de la taxe d'habitation que propose Macron et son gouvernement. Ils ont dit « plus de pouvoir d'achat », alors que plus de 50% des martinérois sont totalement ou partiellement exonérés. Pour les revenus les plus bas, la suppression de la TH est insignifiante. Pour ces derniers comme pour les autres, que dire de l'augmentation de la CSG de 1,7% prélevés directement sur nos salaires et nos retraites que Macron a planifié pour 2018. Nous vous invitons à comparer votre TH à cette baisse de revenu mensuel de 1,7% x salaire brut sur 12 mois multiplié par deux pour les couples !

La part dédiée aux communes de la taxe d'habitation est un financement autonome pour ces dernières.

Elle sert à financer les services publics de proximité tels que : les crèches, les écoles, les équipements sportifs et culturels, l'école de musique, le cinéma municipal, la piscine municipale, le centre communal d'action sociale, le service de santé ou encore les services municipaux. Avec la suppression de la taxe d'habitation, Macron promet une compensation par l'Etat. Nous savons fort bien que les promesses n'engagent que ceux qui les croient !

Par ce biais, très vite, le financement des communes et de leurs services publics de proximité pourra devenir une coquille vide, surtout pour les communes qui ne joueraient pas le jeu des 13 milliards d'économies par les collectivités locales prévues sur cinq ans par le gouvernement.

Comment ne pas faire le lien avec la réforme territoriale de 2015, que nous dénoncions alors, avec le transfert des compétences communes/départements aux grandes métropoles et la fusion des régions pour éloigner toujours plus les usagers des services publics.

L'exemple du service de l'eau est quelque peu « emblématique » !

Suppression des impôts locaux pour mieux privatiser ce qu'il reste encore de service public et notamment de proximité : les crèches, les écoles etc... ! et faire payer aux usagers le prix de la privatisation !

Communistes, nous dénonçons le leurre de « l'augmentation du pouvoir d'achat » par la suppression de la taxe d'habitation. Sa suppression signifie la fin des services publics de proximité aux tarifs municipaux car ils échappent encore aux appétits capitalistes (par exemple sur notre ville Saint-Martin-d'Hères : école municipale du sport 5 € annuel pour les moins de 18 ans, ski et natation gratuite dans les écoles, leçons de natation à 6 € et gym aquatique à 4 € dans notre piscine municipale, mon ciné 6,5€ la place de cinéma, etc).

Ne laissons pas faire ! Non à la suppression de la taxe d'habitation ! Pour le maintien des services publics de proximité !



HAUSSE DE LA CSG : double mauvais coup ! Danger sur l'assurance chômage !

Hausse de la CSG : double mauvais coup ! Danger sur l'assurance chômage. Les ordonnances Macron s'inscrivent dans une attaque d'ensemble contre les statuts du travail.

La hausse de 1,7% de la CSG est une ponction directe inacceptable sur les revenus de remplacement, notamment les deux-tiers des retraites. Elle continue l'évolution grave vers l'étatisation de la protection sociale, au profit d'un patronat peu à peu libéré de toute responsabilité.

Mais la hausse Macron de la CSG correspond, pour la première fois, à un transfert de cotisations sociales chômage (et non de la sécu). Elle rentre dans le vaste plan de casse du marché du travail actuel, dont l'étatisation annoncée de l'Unedic est un autre volet. Le pouvoir veut mettre fin à la solidarité entre salariés devant le risque chômage et sortir l'assurance chômage totalement de l'entreprise. C'est très grave. Gardons en tête la définition marxiste du chômage, indissociable du capitalisme qui a besoin d'une « armée de réserve » pour faire pression sur les salaires et surexploiter.

Conjuguer la bataille pour de vrais emplois pour les travailleurs déclassés en « contrats aidés » avec la bataille contre les ordonnances Macron ! Refuser de rentrer dans le piège de la défense du système des « contrats aidés »

Le nouveau gouvernement passe pour être habile en communication. L'annonce, très médiatisée, de son intention de supprimer 100.000 à 149.000 « contrats aidés » dès la rentrée, ne coïncide pas par hasard avec le coup de force pour faire passer les ordonnances de casse du code du travail.

Communistes, nous distinguons notre défense des travailleurs déclassés en « contrats aidés » et une défense du principe des « contrats aidés ». Loin de défendre ces derniers, nous les condamnons depuis 40 ans, depuis les TUC et les SIVP de Fabius jusqu'aux CES et « contrats d'avenir ». Nous combattons ces formes d'emploi dégradé, au rabais, de chômage déguisé, frappant notamment les travailleurs les plus jeunes et les plus vieux.

Alors que nous engageons la lutte contre la casse du code du travail, contre la nouvelle dégradation programmée du statut du travail, nous ne tomberons pas dans le piège de considérer les « contrats aidés » comme une quelconque référence.

Nous ne sommes pas des héritiers et des satellites de la social-démocratie à l'origine du soi-disant « traitement social du chômage » qui érigent aujourd'hui la bataille des « contrats aidés » en symbole de la lutte pour l'emploi, en parallèle ou au-dessus de la revendication de retrait des ordonnances Macron.

On saisit le calcul du gouvernement, sa tentative de diversion.

Ses ordonnances sont techniques dans la forme, d'autant moins lisibles qu'elles ont été tenues secrètes jusqu'au 31 août. Elles frapperont les emplois à l'avenir. Au contraire, la remise en cause des « contrats aidés » est évidente à comprendre et suscite, logiquement et légitimement, la protestation immédiate des acteurs touchés brutalement.

Pour ajouter à la confusion politique, parmi les employeurs de contrats aidés, on trouve des municipalités de toutes couleurs.

Des élus, notamment de droite, parfaitement favorables à la casse du code du travail, se rangent dans les défenseurs des « contrats aidés » auxquels ils recourent abondamment au lieu d'emplois statutaires.

Le premier ministre prétend vouloir faire des « économies » en supprimant les « contrats aidés », ce qui associe son annonce à la politique d'austérité que nous combattons. En réalité, les « contrats aidés », le plus souvent à temps très partiel, ne donnant pas lieu au paiement de cotisations sociales, reviennent à peine au niveau de dépenses du RSA.

La réalité, c'est que Hollande et Valls ont gonflé le nombre de « contrats aidés » avant les élections et que Macron et Philippe ont moins besoin de dissimuler le chômage. La réalité, c'est que les employeurs privés, du secteur marchand, pour lesquels l'emploi de « contrats aidés » correspond à seul effet d'aubaine, vont bénéficier d'autres dispositifs d'emplois sous-payés.

Dans les administrations, les écoles, les hôpitaux (où des « services civiques » font le travail d'aides-soignants !) etc., les « contrats aidés » servent et continueront à servir à pallier le déficit de personnel et à accompagner les suppressions de postes de fonctionnaire ou de CDI. Dans le secteur associatif, les meilleurs cas côtoient les pires. Trop souvent, les associations ne sont que des sous-traitants bon marché et déqualifiés des services publics.

En cette rentrée, nous sommes avec les personnes en « contrat aidé », les personnels des services publics, notamment les enseignants, les responsables d'établissement, contre les menaces de désorganisation brutale de leur travail et de leur vie que fait peser l'annonce des suppressions de « contrats aidés ».

Mais plus que jamais, nos mots d'ordre sont d'exiger de véritables emplois statutaires pour les travailleurs déclassés en « contrats aidés », de véritables formations pour les chômeurs ainsi parqués. La mobilisation de tous pour des services publics de qualité, avec des emplois statutaires et qualifiés, partant des besoins, est la seule façon de maintenir et de gagner des emplois dans les moins mauvaises ou les meilleures conditions.

Ainsi seulement, la question des « contrats aidés » peut et doit s'inscrire dans la lutte générale pour le retrait des ordonnances Macron.

Retrait des Ordonnances MACRON ! Amplifions les luttes !

Seules les luttes sociales peuvent aujourd'hui mettre en échec la politique au service du capital. Forts des mobilisations syndicales depuis le mois de septembre, faisons grandir l'opposition jusqu'au RETRAIT DES ORDONNANCES MACRON !

L'an dernier, l'opinion publique s'est opposée massivement à la loi El-Khomri qui s'attaquait au temps de travail. Cette année, les ordonnances Macron vont beaucoup plus loin dans la casse du code du travail.

- ▶ Avec les ordonnances, un salarié pourra être licencié simplement parce qu'il aura refusé une modification de son contrat de travail signé auparavant.
- ▶ En cas de licenciement abusif – illégal donc ! – un patron ne pourra plus être condamné qu'à des indemnités minimales aux prud'hommes.
- ▶ Les multinationales pourront déplacer plus facilement leurs profits vers des filiales à l'étranger pour mieux licencier et délocaliser en France.
- ▶ Le repreneur d'un sous-traitant pourra remettre à zéro les acquis antérieurs.
- ▶ Les petits patrons pourront modifier à tout moment l'organisation du travail, remettre en cause les primes, organiser des référendums bidons sans tenir compte ni du code du travail, ni des accords de branche ni encore moins des syndicats de salariés...

Ensemble, salariés du privé, du public disons NON aux patrons tous puissants, pour augmenter le temps de travail, écraser les salaires, institutionnaliser la précarité. En une phrase « augmenter notre exploitation et revenir aux conditions de travail du 19e siècle. »

Le patronat et que le gouvernement veut nous imposer par une guerre éclair contre le monde du travail.

QUEL TRAVAILLEUR, QUEL JEUNE A LA PORTE DE L'EMPLOI VA CROIRE QUE FACILITER LES LICENCIEMENTS C'EST « BON CONTRE LE CHÔMAGE » ?

C'est d'autant plus vrai que, dès son élection, Macron a choisi d'imposer sa ligne antisociale ouvertement au service du patronat pour balayer tous nos acquis :

- ▶ **L'étatisation programmée de l'assurance chômage va finir de décharger le patronat de sa responsabilité, le transfert des cotisations chômage vers la CSG est injuste envers les retraités et profondément grave pour tous les travailleurs.**
- ▶ **Macron a de nouveau attaqué les cheminots en menaçant leur régime dit « spécial » alors qu'il est naturellement associé à leurs contraintes et à leur mission de service public.**
- ▶ **Aux fonctionnaires, il a déjà infligé le gel des salaires et des recrutements, et d'une attaque en règle de leur contrat de travail : le statut.**
- ▶ **Aux locataires et aux étudiants : la baisse des APL...**
- ▶ **Aux retraités, une augmentation de 1,7% de la CSG dès 1.200 euros mensuels ...**

LES CONDITIONS DE LA CONSTRUCTION D'UNE LARGE CONVERGENCE DES LUTTES EXISTENT DONC BIEN.

Un rapport de force peut se construire pour mettre en échec, TOUT DE SUITE, les mesures antisociales commandées par le patronat. Un rapport de force construit dans la lutte et la grève !

Communistes, nous sommes déterminés à agir pour « démonter » les ordonnances et expliquer comment la plupart des salariés risquent concrètement de les subir, pour construire les convergences de lutte contre ce qui serait un véritable recul de société. Communistes, nous ferons tout pour développer les luttes, les actions jusqu'au retrait des ordonnances Macron.

Rien à attendre d'une prochaine duperie électorale (en 2022 !)

Grâce à une abstention record, Macron dispose d'une large majorité à l'Assemblée nationale mais il ne bénéficie pas – loin de là – d'un soutien majoritaire pour casser le marché du travail. Il le sait ! C'est même pour cela qu'il veut bloquer toute perspective politique : désespérer les citoyens coincés entre une droite et son extrême, dangereusement renforcée, mêlant démagogie sociale, nationalisme et racisme et « une gauche », comme Hamon ou Mélenchon, cachant son réformisme et son populisme derrière de grandes déclarations ... d'intention renvoyant à un douteux succès électoral sans contenu.

Non, le monde du travail ne peut pas se permettre d'attendre à nouveau 5 ans une prochaine duperie électorale.

Non, il n'existe aucun début de majorité politique qui ne s'exprimerait que le week-end derrière un hypothétique sauveur suprême.

Général Electric / Alstom doit être nationalisé !

Les communistes, nous sommes sensibles au démantèlement d'Alstom. La lutte des salariés de Générale Electric à Grenoble pour sauver 345 emplois industriels passe par l'exigence de la nationalisation de la branche énergétique, hydraulique (la moins polluante à ce jour), comme de sa branche ferroviaire, livrés, à défaut de capitalistes français, à Siemens demain, à General Electric hier ? En système capitaliste, la nationalisation n'est pas notre réponse à tout : mais un rapport de force existe dans le pays, sur ces activités cruciales à la réponse aux besoins, pour gagner une nationalisation démocratique. Nous, communistes, ne pouvons pas nous satisfaire d'une demande de commission d'enquête parlementaire et d'un rachat, au profit de Bouygues, comme le demande justement le PS. Notons que le rachat concerne 20% du capital d'Alstom que Bouygues a prêté à l'Etat !



International

A l'heure où certains s'interrogent sur l'avenir et le rôle du PCF, faisons un rappel simple sur son rôle dans le combat anti-colonial, l'arbitraire des états impérialistes. Aujourd'hui notre appel prend la forme de la lutte pour la libération de Salah Hamouri, franco-palestinien, de Marwan Barghouti et de tous les prisonniers politiques détenus par l'Etat d'Israël. Cet appel peut légitimement être associé à l'hommage aux victimes du 17 octobre 1961 (voir sur notre site le rappel historique).

En rendant hommage, ce jour, aux martyrs du 17 octobre 1961 et à ceux du 8 février 1962 qui luttèrent ensemble jusqu'à la mort pour le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, nous appelons dans le même temps à la libération de Salah Hamouri, de Marwan Barghouti, de tous les prisonniers politiques palestiniens détenus illégalement dans les geôles israéliennes, et de Georges Ibrahim Abdallah, communiste libanais, prisonnier politique français depuis 1984 et « libérable » depuis 1999.

Salah Hamouri, avocat franco-palestinien, militant pour les droits des prisonniers et du peuple palestiniens, a été arbitrairement arrêté le 23 août par les autorités israéliennes. Celles-ci n'ont pas donné publiquement de motif à cette détention administrative. Il n'y a eu ni inculpation, ni procès. On se souvient que Salah Hamouri a déjà été détenu injustement 7 années dans les geôles israéliennes.

A nouveau, la mobilisation pour sa libération se développe en Palestine, parmi les progressistes israéliens dont nos camarades du Parti communiste (Maki) et en France où de nombreuses organisations du PCF et du MJCF s'impliquent.

Jusqu'à présent, la justice israélienne invente de nouvelles arguties pour retenir Salah Hamouri en prison et les autorités françaises restent indifférentes à la situation de notre compatriote. Le cas de Salah Hamouri teste le niveau d'alignement des autorités françaises sur la politique oppressive et colonialiste d'Israël. Faisons grandir la protestation !

**Le combat anti-colonialiste du
Parti Communiste Français
plus que jamais indispensable !**

**Liberté pour Salah Hamouri,
Marwan Barghouti
et tous les prisonniers politiques
palestiniens !**

Comment ne pas rapprocher ces deux tragédies ?

A la question : Que signifie être anticolonialiste aujourd'hui ?

Le 9 janvier 2011, Henri Alleg nous faisait l'honneur de venir à Saint-Martin-d'Hères, et nous répondait :

« L'anticolonialisme, aujourd'hui, c'est le refus de toute réécriture officielle du passé colonial. C'est le combat contre la soumission des peuples au nom d'idées fausses, comme la prétendue supériorité de telle civilisation sur telle autre. Cela implique de se situer sans restriction du côté des peuples qui luttent pour leur liberté. Sans se laisser berner par des arguments fallacieux visant à justifier, au nom des droits de l'homme, des positions de force des anciens propriétaires de la terre coloniale. On ne peut pas exclure de ce combat la lutte des Palestiniens. C'est aussi un problème colonial. » L'impérialisme est plus que jamais présent dans le monde. Comme l'a dit Lénine : « L'impérialisme, le stade suprême du capitalisme », c'est aujourd'hui !

Communistes, nous avons été, dans le passé, aux côtés du peuple algérien dans sa lutte pour son indépendance, nous sommes, aujourd'hui, aux côtés du peuple palestinien dans sa lutte contre la politique de colonisation et d'apartheid poursuivies par l'État d'Israël, soutenu par les puissances impérialistes, dont la France. Communistes, nous affirmons que la cause du peuple arabe de Palestine est juste, ses droits sont légitimes ; ils sont inscrits dans les résolutions des nations unies concernant le problème palestinien : droit pour le peuple palestinien de recouvrer les droits dont Israël l'a spolié depuis 1948, retour des réfugiés sur leurs terres et dans leurs foyers, droit du peuple palestinien à disposer de lui-même et de se déterminer librement.

Contre le colonialisme, le capitalisme, l'impérialisme !

Vive l'unité et la fraternité des travailleurs !

Liberté pour Salah Hamouri, Marwan Barghouti

et tous les prisonniers palestiniens !

Pour une Palestine, une et indivisible !

Comme le disait si justement Nelson Mandela :

« Notre liberté est incomplète sans la liberté des Palestiniens. »



La Révolution d'Octobre et sa postérité célébrée !

A l'occasion du meeting et banquet populaire annuel de la section de Saint-Martin-d'Hères du Parti Communiste Français, qui aura lieu le 4 février 2018 à l'Heure Bleue, nous célébrerons le 100ème anniversaire de la Révolution bolchévique, son actualité et son lien avec les luttes d'aujourd'hui.

Les communistes français, le PCF, sont les enfants de la Révolution d'Octobre. Pas que d'elle, mais sans elle, ils n'existeraient pas. Ceux qui renient cette filiation, le marxisme et le léninisme sont condamnés à changer de nom ou à disparaître. Ce n'est pas notre choix !

Les « jours qui ébranlèrent le monde » en 1917, suivis de la terrible guerre civile russe contre les réactionnaires et impérialismes coalisés, constituent un précédent unique, inestimable, de victoire des peuples contre le capitalisme. Pendant plus de 70 ans, une forme, des formes de socialisme se sont développées et ont constitué, jusqu'au bout, une opposition irréductible au capitalisme. Nous les analysons sans cesse, les critiquons parfois vivement. Mais nous ne laisserons jamais à des revanchards capitalistes ou à des « repentis » le soin de faire ce travail nécessaire à la place de ceux qui continuent le combat.

L'existence du camp socialiste a été le point d'appui permanent de toutes les luttes contre le capitalisme, contre sa forme extrême, le fascisme. Aussi, de façon générale dans le monde, contre le colonialisme.

Octobre 17 a transformé de façon décisive les organisations ouvrières et imposé la forme révolutionnaire léniniste, celle des partis communistes, la plus efficace dans la mobilisation de ceux qui ont le plus intérêt à combattre la minorité de possédants, la plus efficace dans les conquêtes sociales, la défense des travailleurs et de leurs acquis, de la paix, dans la Résistance au fascisme.

Communistes français du 21ème siècle, face à la dégénérescence de la « démocratie bourgeoise », privée de sa raison d'être d'amortisseur et laissant place à la dictature directe du Capital, nous continuons résolument sur la voie de la Révolution d'Octobre 1917.



Bulletin d'Adhésion au Parti Communiste Français

**Pour lutter contre l'exploitation, pour rompre avec l'Union Européenne du capital,
Rejoignez les communistes de Saint-Martin-d'Hères et adhérez au PCF**

Nom et Prénom

Adresse

Messagerie

Téléphone.....

A retourner à l'adresse :

**PCF Section de Saint Martin d'Hères – 6 rue Gérard Philippe – 38400 SAINT-MARTIN D'HERES
Permanence tous les lundis de 15h30 à 18h**



DEPUIS 1917, TOUJOURS SUR LA VOIE DE LA RÉVOLUTION D'OCTOBRE !



www.wanadoo.fr

Le dimanche 4 février 2018 à l'Heure Bleue à partir de 10h

Meeting politique « La Révolution d'Octobre : sa portée, son actualité ! »

**Les communistes vous invitent comme tous les ans, à leur meeting politique suivi de leur traditionnel banquet populaire à l'Heure Bleue.
Venez nombreux le dimanche 4 février 2018 !**

Entrée libre à partir de 10h

Exposition – Lecture de Poésies en Russe par Katia Bouchoue

Meeting avec prise de parole :

- ◆ **David Queiros, Maire de Saint-Martin-d'Hères**
- ◆ **Andres BEL, Responsable de la Jeunesse Communiste de Saint Martin d'Hères**
- ◆ **Julien Villain, militant communiste de la section de Clichy la Garenne, Docteur en Histoire**
- ◆ **Dominique Negri, Secrétaire de section du PCF Saint Martin d'Hères**

Apéritif gratuit vers 11h

Repas sur participation au frais : « Goulache » (avec entrée, dessert et boissons compris), bulletin d'inscription ci-dessous

Inscription auprès des communistes au banquet du 4 février 2018

Nom et prénom :

Adresse :

Téléphone/Courriel électronique :

Prix repas : 13 €, prix repas jeune enfant 6 €

Nombre d'adultes : x 13 € =

Nombre de jeunes enfants : x 6 € =

La lutte quotidienne pour la défense des travailleurs (leurs conditions de travail et de vie, la santé, La Poste, le transport, l'éducation, les loisirs, la culture, le sport, etc...) que mènent avec vous les communistes de notre section, demande des moyens financiers. Nous proposons à ceux qui peuvent :

Un prix repas-souscription de 15 à 25 €.

Je verse la somme de € par chèque ou par espèce (rayer la mention inutile) à retourner au :

PCF Section de Saint martin d'Hères,

6 rue Gérard Philippe BP 283 38407 SAINT MARTIN D'HERES CEDEX

Permanence à la section locale tous les lundis de 15h30 à 18h, rue Gérard Philippe à SMH

Adresse mail : pcf.smh@wanadoo.fr